

## Le scandale Avenir lycéen

5-6 minutes

*JM Blanquer a-t-il manipulé des lycéens mineurs en leur versant une importante subvention pour soutenir sa politique ? C'est la question posée par les articles de Médiapart, sur le financement, et Libération, sur la manipulation. Les députés de gauche demandent une commission d'enquête parlementaire. Plusieurs syndicats enseignants réclament "toute la transparence". Un syndicat lycéen annonce vouloir porter plainte et deux autres demandent des sanctions y compris la démission du ministre. JM Blanquer ironise et parle d'un complot politique sans répondre sur les faits.*

### Un syndicat monté contre les autres syndicats



L'article de Marie Piquemal dans Libération le 21 novembre donne une nouvelle couleur aux révélations de Mediapart. Mediapart a montré que le syndicat lycéen Avenir lycéen a touché 100 000 € de subvention de la part du ministère de l'éducation qui ont été utilisés pour payer des repas et des nuitées dans des établissements de luxe. Ce que montre Libération est nettement plus grave. Le quotidien raconte comment "l'idée de créer cette organisation lycéenne a germé Rue de Grenelle pour servir la communication du

ministre et surtout rompre tout dialogue avec les syndicats lycéens".

Selon Libération, au moment où des centaines de lycées étaient occupés pour lutter contre la réforme du lycée et du bac, le ministère a entamé des négociations avec l'UNL, une autre organisation lycéenne. Et puis sont sortis des communiqués d'Avenir lycéen dont le ministre s'est servi pour montrer que des lycéens étaient avec lui. Et cesser le dialogue avec l'UNL.

### **Des recteurs accusés**

Deux rectorats sont maintenant accusés par les témoignages d'anciens dirigeants d'Avenir lycéen ou membres de CAVL recueillis par Libération. A Créteil comme à Orléans Tours, le rectorat aurait réécrit le communiqué du CAVL. Le Snes Fsu émet aussi un doute, dès 2018, sur un communiqué du CAVL rédigé en des termes qui déjà leur donne à penser que l'administration y a mis la main. Tous ces communiqués appellent à cesser les blocages.

En décembre 2018, un élu d'Orléans Tours reçoit un conseil du rectorat d'utiliser le hashtag #avenirlyceen. Or c'est trois jours plus tard que l'association Avenir lycéen est créée. A l'origine de l'association 4 personnes dont Maxence Duprez, responsable des Jeunesses avec Macron de Paris, engagé 4 mois plus tard comme chargé de mission au ministère.

### **L'entourage proche du ministre aussi**

Libération met en cause Jean-Marc Huart, ancien Dgesco et actuel recteur de Nancy-Metz, qui aurait accompagné la construction d'Avenir lycéen de A à Z. On le voit mal faire cela sans l'aval du ministre et de son chef de cabinet, actuellement recteur de Paris.

Un co fondateur d'Avenir lycéen, porte parole des Jeunes avec Macron de Lyon, Nathan Monteux, affirme que "personne ne nous a manipulés" et que "à aucun moment quiconque au ministère de l'Education nationale n'a utilisé notre mouvement". L'ancien trésorier d'Avenir lycéen, mis en cause par Mediapart pour l'utilisation des subventions, parle de "complot journalistique militant" et de "mascarade parlementaire". Il estime le témoignage de l'ancienne présidente d'Avenir lycéen par une déception amoureuse. C'est classe !

## **Des syndicats crient au scandale**

Plusieurs syndicats ont réagi à l'article de Libération. "Toute la transparence doit être faite" , écrit le Snes Fsu, qui estime que les "premiers éléments sont graves et touchent aux fondements même de la démocratie et aux valeurs de la République". Le Snes "exige une enquête administrative indépendante". Sud Education dénonce "un scandale" et estime que "la question de la démission du ministre Blanquer doit être posée".

Parmi les autres syndicats lycéens, l'UNL annonce son intention de porter plainte contre le ministère de l'éducation nationale. Le MNL exige la démission de JM Blanquer et de JM Huart. La FIDL dénonce "le dévoiement total de la cause syndicale" et parle d'un scandale.

## **Blanquer : une non affaire**

Jean-Michel BLanquer a été brièvement interrogé sur cette affaire sur RTL le 22 novembre au soir. "Si on regarde de près il y a beaucoup de sauce et peu de lapin", dit-il. "ON voit bien que Mediapart et Libération essaient de faire une affaire à partir de rien". Et de rappeler qu'il a demandé une enquête à ses services. Il accuse LFI d'être derrière ces articles et d'être "des pompiers pyromanes" eux-mêmes manipulant les lycéens.

Des députés LFI, communistes et socialistes ont déposé une proposition de résolution pour créer une commission d'enquête sur l'activité du syndicat Avenir lycéen. Jean-Michel Blanquer doit mardi 24 novembre répondre aux questions des députés. C'est sûrement là qu'aura lieu un moment décisif pour le devenir de ce scandale.

## **François Jarraud**

[L'article de Libération](#)